Formulaire CH@WORLD : **A754**

Représentation Suisse à : Oslo	
Pays : Islande	Date de la dernière mise à jour : 03.11.2020

Rapport économique 2019 / 2020 sur l'Islande

Résumé

L'économie islandaise a ralenti en 2019*, avec un taux de croissance de 1.9%, elle entre désormais dans une phase de stabilisation. Après le regain économique de ces dernières années (+4.9% de croissance annuelle moyenne), un refroidissement était attendu pour 2019. Les estimations pour l'année 2020 sont en revanche plutôt négatives, avec une chute du PIB estimée à -7.6%, l'une des plus forte en comparaison nordique[1]. L'Islande, et en particulier le secteur du tourisme sur lequel la croissance repose, a été très touché par la pandémie du covid-19.* ***Mais l'économie islandaise est plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'était avant la crise de 2008****, les nombreuses réformes et les plans d'austérité ont permis de stabiliser l'économie du pays. L'institut national de statistique se veut optimiste pour les années à venir, les prévisions de la croissance pour 2021 sont déjà dans le positif (+3.9%) et devraient même retrouver un niveau stable autour des +2.5% entre 2023 et 2026. Ces prévisions se basent cependant sur un scénario où la pandémie serait contrôlée, et dépendent donc fortement de l'arrivée d'un vaccin. Le gouvernement souligne tout de même l'importance de* ***diversifier l'économie*** *islandaise, sa dépendance envers le secteur du tourisme la rendant trop vulnérable aux fluctuations économiques mondiales. Le futur accord de libre-échange entre l'Islande et le Royaume-Uni, deuxième partenaire commercial, sera aussi déterminant pour l'économie nationale ces prochaines années.*

Tables des matières

Résumé **1**
1. Problèmes et enjeux économiques **2**
2. Accords internationaux et régionaux économiques **3**
2.1. Politique, priorités du pays 3
3. Commerce extérieur **4**
3.1. Evolution et perspectives générales 4
3.1.1. Commerce de marchandises *5*
3.1.2. Commerce des services *5*
3.2. Commerce bilatéral 6
4. Investissements directs **6**
4.1. Evolution et perspectives générales 6
5. Promotion commerciale, économique et touristique **7**
5.1. Instruments de la promotion économique extérieure 7
5.2. Intérêt du pays de résidence pour la Suisse 7

[1] Statistics Iceland

1. Problèmes et enjeux économiques

Introduction

Après des années de croissance robuste**, l'activité économique islandaise s'est significativement affaiblie.** Les incertitudes liées au secteur touristique ont impacté la demande intérieure et provoqué une augmentation du chômage. Les réponses fiscales et monétaires ont cependant permis de minimiser ces effets. La **croissance enregistrée en 2019 atteint 1.9%,** et confirme les prévisions quant au refroidissement de l'économie. Le pays est maintenant entré dans une phase de stabilisation, après des années de croissance annuelle moyenne avoisinant les 4.9% (6% en 2016), bien au-dessus des autres pays européens. L'objectif est maintenant d'adapter son économie, sa société et ses infrastructures à une croissance plus modérée afin d'offrir un environnement économique stable. La dépendance de l'Islande envers le secteur du tourisme, ainsi qu'envers sa monnaie, dont les fluctuations ont aussi beaucoup touché l'économie, doit pouvoir être réduite.

Tourisme

Après une phase de rapide expansion, le secteur touristique islandais a subi quelques désagréments en 2019. **La faillite de la compagnie aérienne low-cost WOW,** responsable d'environ 30% des arrivées de touristes en Islande, a fortement impacté le secteur et laissé un vide dans le ciel islandais. De plus, des tensions entre syndicats et employeurs, entraînant plusieurs grèves sont venues perturber l'industrie. Les deux parties, ainsi que les autorités, ont cependant trouvé un accord, permettant à la situation de revenir à la normale à la fin 2019. L'année 2020 n'a pas non plus épargné le secteur. Les restrictions de voyages et les quarantaines liées à la pandémie ont découragé beaucoup de touristes. Entre septembre 2019 et août 2020, les arrivées à l'aéroport de Keflavik ont chuté de -49.8%. Au plus fort de la crise, entre avril et juin, le nombre de visiteurs a même reculé de 99%[2].

La part du PIB islandais pouvant être directement attribuée au **tourisme est de 8%**, cette part est stable depuis 2016 et n'a pas beaucoup augmenté. Le secteur a observé une forte croissance du tourisme en relation avec le PIB entre 2009 (3.5%) et 2016 (8.1%) pour ensuite stagner autours des 8%. Le secteur reste quand même l'un des plus gros contributeurs du PIB, derrière le commerce de détail (10%) et le secteur de la santé (9%). Sa capacité à se relever sera donc déterminante pour une reprise de l'économie.

Les chiffres clés en un coup d'œil (2019)[3]

- Croissance du PIB : 1.9%.
- PIB par habitant : 58'965 USD
- Inflation : 3.01%.
- Taux de chômage : 3,55%

Le **PIB islandais** s'élevait à 21.05 milliards de dollars en 2019, contre 20.28 milliards en 2018 et se place au 149ème rang mondial si l'on tient compte de la parité du pouvoir d'achat (PPA). En comparaison, la Suisse avait un PIB environ 29 fois plus élevé et se trouvait donc à la 39ème place. Il n'est pas surprenant que l'Islande, avec une population de seulement 357'000 habitants, n'occupe pas une place de premier plan dans le classement des performances économiques absolues. La situation est différente pour **le PIB par habitant** (PPA), où l'Islande figure à la 7ème place au classement de la Banque Mondiale (la Suisse est au 4ème rang).

Ces dernières années le gouvernement islandais avait réussi à considérablement réduire sa dette publique. **En 2019, la dette publique nette correspondait à 28% du PIB,** alors qu'elle atteignait encore un niveau proche de 50% en 2015[4]. Les dépenses liées à la pandémie et le soutien à l'économie vont cependant peser lourd sur le budget de l'Etat, qui prévoit une augmentation de la dette publique d'ici à fin 2021 à un niveau de 47% du PIB. Le gouvernement veut prioriser les mesures visant à faire repartir l'économie, et ne prévoit **aucune augmentation d'impôt** pour l'instant.

Des taxes et des frais élevés pour les institutions financières islandaises

La charge fiscale pesant sur les **institutions financières islandaises** est l'une des plus élevées au monde. Selon *Islandsbanki*, les taxes de ces établissements sont jusqu'à cinq fois plus élevées en Islande que dans les pays voisins. Les institutions financières islandaises paient trois types de taxes sectorielles : la taxe bancaire, une taxe sur les activités financières, plus une surtaxe spéciale sur la

[2] Icelandic Tourist Board (arrivées à l'aéroport de Keflavik)
[3] IMF World Economic Outlook October 2020
[4] IMF World Economic Outlook October 2020

taxe sur les activités financières. Le secteur financier verse actuellement environ 40 milliards ISK de fonds publics par an. Ces taxes ont été introduites à l'origine comme une mesure préventive après la crise financière mais pèsent aujourd'hui sur le milieu bancaire, qui craint un manque de compétitivité au niveau international, et une concurrence croissante des fintechs.

Une croissance économique à la baisse et des perspectives d'avenir incertaines

Il convient de souligner que le déclin de la croissance économique ne doit pas être interprété comme un net recul, mais plutôt comme le reflet de l'ajustement habituel d'une économie après une période de croissance extrême. La croissance du PIB pour l'année 2019 atteste de ce constat et prouve que l'économie islandaise a trouvé une forme de stabilité. L'année 2020 va cependant venir perturber cette stabilité. La pandémie a impacté non seulement le secteur touristique, mais aussi les importations et exportations, résultant en une **contraction de l'économie estimée à -7.6%.** La PIB au deuxième trimestre 2020 a même chuté au niveau historiquement bas de -9.3%. Les prévisions de *Statistics Iceland* pour l'année prochaine sont plutôt optimistes avec une estimation d'un retour à la croissance de 3.1% dès 2021.

La couronne islandaise

Après un affaiblissement de la couronne islandaise en 2018, elle est restée plutôt stable tout au long de l'année 2019. En revanche, la couronne s'est **fortement dépréciée** au mois de mars 2020, notamment par rapport à l'Euro et atteignait ISK 157 pour 1 Euro. Dans la deuxième partie de l'année, la couronne a continué à se déprécier, malgré les interventions de la banque centrale, jusqu'à atteindre un niveau de ISK 166 pour 1 Euro au mois de septembre[5].

Marché du travail, inflation et taux directeur

Le taux de chômage a augmenté en 2019 atteignant 3.5% alors qu'il était à 2.7% en 2018. En 2020, plusieurs entreprises, en particulier dans le secteur touristique, ont été contraintes de réduire leurs effectifs pour parer à la crise. En conséquence, le taux de chômage annuel moyen pourrait atteindre un niveau de 9% cette année, avant de redescendre à 7% et 6% en 2021 et 2022.[6]

L'inflation a augmenté de 3 % en 2019, ce qui est supérieur à l'objectif de 2,5 % fixé par la banque centrale. Cela s'explique principalement par la dépréciation de la couronne au dernier trimestre de 2018. La tendance générale des marchés pendant la crise du coronavirus a été déflationniste, mais il faut s'attendre à ce que la dépréciation de la couronne islandaise au plus haut de la crise compense quelque peu cette situation.

La Banque centrale d'Islande a réduit son **taux d'intérêt directeur** à cinq reprises en 2019, pour un total de 150 points de base, ramenant le taux à un niveau record, à l'époque, de 3 % à la fin de l'année. En 2020, la CBI a réduit ses taux à quatre reprises, jusqu'à un niveau record de 1 % en octobre.

2. Accords internationaux et régionaux économiques

2.1. Politique, priorités du pays

L'intégration politique de l'Islande se caractérise par des adhésions à diverses organisations et traités. En raison de sa faible population, elle est particulièrement dépendante des partenariats. Outre l'ONU, l'OSCE, le Conseil de l'Europe et le Conseil de l'Arctique, l'Islande est également membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE), de l'OCDE, de l'OMC et de la Banque mondiale. Grâce à l'EEE, l'Islande, comme la Norvège et le Liechtenstein, entretient une relation économique étroite avec l'UE. **Toutefois, l'agriculture et la pêche ne sont pas régies par l'EEE mais par des accords bilatéraux entre l'Islande et l'UE**. La gestion des stocks de poissons communs avec l'UE, par exemple, est définie par la Convention sur les pêcheries de l'Atlantique Nord-Est (CPANE). L'Islande fait de plus partie de l'espace Schengen, ce qui permet donc à ses citoyens de circuler librement au sein de l'espace.

Malgré les nombreuses adhésions à des organisations et accords internationaux, l'Islande reste très attachée à son indépendance et sa souveraineté. Il n'y a pas non plus de projets en vue de rejoindre la zone euro. L'Islande continue de s'appuyer sur des solutions bilatérales. En juillet 2014, par exemple, un **accord bilatéral de libre-échange avec la Chine est entré en vigueur**. D'autres accords bilatéraux

[5] Central Bank of Iceland
[6] Prévisions *Landsbankinn*

existent avec les îles Féroé et, via le Danemark, avec le Groenland. Les relations économiques de l'Islande avec le Canada sont régies par l'accord AELE-Canada, alors que celles avec les Etats-Unis sont encadrées par l'accord du Forum de coopération pour le commerce et l'investissement (TICF).

L'Islande voit la conclusion d'un **futur nouvel accord de libre-échange avec le Royaume-Uni** comme une opportunité d'améliorer les conditions commerciales et de renforcer ses liens avec Londres. La perspective qu'un accord entre en vigueur avant la fin de l'année 2020 peut désormais être considéré comme improbable.

L'Islande souhaite aussi qu'un accord puisse être trouvé rapidement afin d'entrer en vigueur avant la fin de l'année, mais une telle issue est peu probable. S'assurer de la bonne continuité des relations commerciales avec le Royaume-Uni est capital pour l'Islande, le R.-U. étant est l'un des partenaires commerciaux les plus importants du pays.

2.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination)

L'ambassade n'a pas connaissance de cas de discrimination.

3. Commerce extérieur

3.1. Evolution et perspectives générales

De par la taille réduite de son marché intérieur, l'Islande ne peut pas produire et commercialiser tous les biens dont elle aurait besoin. Le pays est donc dépendant des importations, ce qui l'oblige à avoir un secteur des exportations fort pour maintenir une balance commerciale équilibrée.

Alors que le commerce de marchandises n'a que faiblement progressé, le secteur du tourisme est devenu ces dernières années le moteur de la croissance des exportations. Jusqu'en 2012, la balance commerciale de l'Islande était majoritairement déficitaire. Mais depuis 2013, le solde est constamment positif, principalement en raison de la croissance de l'industrie du tourisme. En 2019, **l'excédent de la balance commerciale est passé de 3.16 % en 2018 à 6.17% du PIB**, inversant la tendance qui était à la baisse depuis 2016, année record, qui totalisait un excédent de 7.5% du PIB.

Cependant, la **croissance du secteur touristique a ralenti l'année dernière**. Moins de touristes sont arrivés en Islande en 2019 (-17.4% comparé à 2018). La baisse du nombre d'arrivées pose un défi aux entreprises du secteur. Ces prochaines années, elles vont devoir réussir à rentabiliser d'avantage le séjour des touristes, au lieu de s'appuyer seulement sur la croissance des arrivées. La majorité des touristes vient des États-Unis, suivis par la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Malgré le déclin de la croissance du tourisme, l'industrie continuera à être le plus important facteur de la croissance des exportations. L'arrivée de la compagnie aérienne low-cost PLAY sur le marché islandais devrait, en outre, venir combler le trou laissé par WOW et participer à un retour de l'activité touristique. Les restrictions de voyages et les craintes liées à la pandémie restent cependant un facteur incertain quant à la reprise économique prévue pour 2021.

Les **exportations de marchandises depuis l'Islande** consistent principalement en produits miniers, métaux non ferreux, poissons et produits de la pêche. Le secteur de l'aluminium représente environ 20% de l'ensemble des exportations (biens et services). 4% des importations de produits de la pêche et de l'aquaculture de l'UE proviennent d'Islande, ce qui fait de ce pays le **sixième exportateur vers l'UE** dans ce secteur après, entre autres, la Norvège, le Royaume-Uni et la Chine. L'Islande a une **zone de pêche** sept fois plus grande que le pays et l'accès au marché est accordé pour la plupart des poissons et produits de la pêche. En contrepartie, l'UE accorde à l'Islande des concessions tarifaires sur certains poissons et produits de la pêche en provenance d'Islande, tels que le cabillaud.

Ces dernières années, l'aquaculture s'est aussi beaucoup développée. Entre 2018 et 2019 la **production de saumon en aquaculture a même doublé**, pour atteindre 26'000 tonnes. Le ministère des finances prévoit que la production continue d'augmenter en 2021. Une grande partie de la production de saumon est notamment destinée au marché chinois, dont les autorités douanières ont récemment donné l'autorisation à l'exportation.

3.1.1. Commerce de marchandises

En 2019, l'Islande a exporté des biens d'une valeur de 640'954 millions ISK et les importations ont atteint un niveau de 807'188 millions ISK. La part des produits manufacturés est restée constante à 52% du total des biens exportés, mais leur valeur a baissé de 5% en 2019 par rapport à l'année précédente. Les métaux (aluminium et ferro-silicium) ont pesé sur les exportations et subi une baisse quantitative de -7.65% entre 2018 et 2019. Alors que de leur côté les **exportations de produits de la mer**, en particulier le poisson frais, ont rapporté 6% de plus par rapport à 2018, alors que la quantité totale à baissé de presque 8%. Les exportations de poissons frais et de poissons entiers congelés ont augmenté, alors que celles de farine de poisson et huile de poisson ont fortement déclinés (-41.6% et -26.6% respectivement). **La valeur totale des importations de marchandises a baissé de -2.93%** par rapport à la même période l'année dernière, ce qui peut être principalement attribué à la baisse de la valeur des importations de carburant.

L'Union européenne est de loin le plus important partenaire commercial de l'Islande, suivie des États-Unis, de la Norvège et de la Chine. L'UE représente environ 52% des importations totales de l'Islande. **En 2019,** l'Islande a **exporté** la plupart de ses biens vers les Pays-Bas (26.28 %), suivis du Royaume-Uni (10.4 %), de l'Espagne (9.47 %), des États-Unis (7.26%) et de la France (7%). **La Suisse occupe la 28ème place avec 2.11% des exportations islandaises**. En 2019, l'Islande a importé la plupart de ses marchandises de Norvège (11,32 %), des Etats-Unis (8.53 %) et d'Allemagne (8,3 %). La Suisse se situe au 22ème rang avec environ 1 % des importations islandaises.

Des informations plus détaillées sur les chiffres des échanges avec les dix principaux pays partenaires sont disponibles dans le tableau ci-dessous :

	Pays	Exportations (Mio. ISK)	Part %	Var (%)		Pays	Importations (Mio. ISK)	Part %	Var (%)
1	Pays-Bas	168428.1	26.28	-7.45	1	Norvège	91376.4	11.32	-3.89
2	Royaume-Uni	66644.7	10.40	11.70	2	Etats-Unis	68865.9	8.53	-2.30
3	Espagne	60726.8	9.47	22.27	3	Allemagne	66990.6	8.30	-7.92
4	Etats-Unis	46561.3	7.26	12.23	4	Chine	59586.8	7.38	80.95
5	France	45351.1	7.08	17.11	5	Pays-Bas	55952.0	6.93	6.19
6	Allemagne	37915.9	5.92	4.81	6	Danmark	53295.4	6.60	2.16
7	Canada	27620.3	4.31	121.73	7	Royaume-Uni	50930.7	6.31	13.71
8	Norvège	24760.0	3.86	-24.30	8	Suède	34579.7	4.28	-3.90
9	Chine	15914.1	2.48	1.74	9	Australie	24998.9	3.10	68.24
10	Danemark	14941.7	2.33	9.31	10	Pologne	24080.2	2.98	25.36
	UE	454718.1	70.94	5.15		UE	420355.1	52.08	2.84
28	**Suisse**	2130.0	2.11	-49.63	22	**Suisse**	7856.0	0.97	-0.76
	Total	640954.2	100.00	6.45			807187.7	100.00	-2.93

Source: Statistics Iceland, Trade in Goods, octobre 2020

3.1.2. Commerce des services

En 2019, les exportations de services s'élevaient à 693,4 millions ISK et les importations à 445,2 millions ISK. L'excédent commercial était de 248 214 millions ISK, contre 246 900 millions ISK en 2018. Les **services de voyage (tourisme)** ont représenté la part la plus importante des exportations de services (47.3%), bien qu'elle ait **baissé de 2.7% par rapport à 2018**. Les transports ont été la deuxième catégorie d'exportation, représentant 28.4 % du total, mais les revenus ont cependant **chuté de 17.4% en 2019**. La chute est principalement due au secteur aérien (-20% entre 2018 et 2019) et confirme les difficultés prévues suite à la faillite de WOW au début de l'année. Ensemble, les **voyages et les transports ont donc représenté 75.7 %** des exportations totales de services. L'UE était le partenaire commercial le plus important avec 44.4% des exportations et le Royaume-Uni atteignait la 1ère place au sein des membres de l'UE (12%). En dehors de l'UE, les États-Unis, en particulier, revêtent une importance énorme avec une part de 30 % en 2019. Les États-Unis et le Royaume-Uni sont également

les partenaires les plus importants de l'Islande en termes **d'importations de services,** après l'Union Européenne qui occupe la première place et représente plus de 68% du total des importations islandaises.

3.2. Commerce bilatéral

Selon les données provisoires de l'Administration fédérale des douanes, l'Islande se place à la 91ème place au niveau des exportations (de la Suisse vers l'Islande) et la 117ème pour les importations. En 2019, les **exportations totales de la Suisse** vers l'Islande se sont élevées à environ 73 millions de CHF, soit une **augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente**, tandis que les importations de l'Islande vers la Suisse ont baissé 13.1 %. Les variations annuelles sont assez élevées, le commerce de marchandises entre la Suisse et l'Islande n'est pas très stable, en particulier du côté des exportations islandaises qui fluctuent entre +4.7% en 2018 contre -13.1% en 2019. La balance commerciale largement négative de l'Islande ainsi que le recul des exportations et l'augmentation des importations reflète l'image générale de la situation commerciale de l'Islande. Les principaux secteurs d'exportation vers la Suisse sont les produits de la pêche, l'aluminium, les produits laitiers, les œufs, le miel et d'autres produits animaliers. En 2019, les produits importés de Suisse en Islande provenaient en majorité **du secteur pharmaceutique.** Ils représentent à eux seuls 55.7% du total des exportations et la croissance de ce secteur a augmenté de 84.3% depuis 2018. Les produits agricoles arrivent en deuxième place avec 19.4% et une croissance de 6%, l'exportation de machines constitue environ 8% des exportations mais ce secteur a fortement baissé depuis 2018 (-35%).

	Exports Islandais en Suisse (m CHF)	**Différence**	**Imports Islandais depuis la Suisse**	**Différence**	**Volume (m)**
2005	37		60		97
2010	67		24		91
2017	29	-0.9%	46	26%	75
2018	30	4.7%	56	23.1%	86
2019	26	-13.1%	73	30%	99

Source : Administration fédérale des douanes janvier 2020 (provisoire)

4. Investissements directs

4.1. Evolution et perspectives générales

Invest in Iceland est **une plateforme** soutenue par le gouvernement qui a pour but de promouvoir l'Islande auprès des investisseurs. Le site web de la plateforme fournit un aperçu des opportunités d'investissement et du paysage commercial et peut être utilisé par les entreprises étrangères ou des particuliers. La plateforme *Promote Iceland* est une institution publique-privée ayant aussi pour objectif de promouvoir l'Islande auprès des investisseurs étrangers. Il est à noter que selon l'OECD**, l'Islande est le troisième pays le plus réglementé en termes d'investissements directs étrangers (IDE).**

L'Islande attire les investisseurs grâce à une industrie exportatrice forte, un marché du travail flexible, une main-d'œuvre jeune et qualifiée et des infrastructures modernes et efficaces. Les inconvénients sont la taille limitée du marché intérieur, la vulnérabilité du pays (en prenant la crise financière comme exemple) et les coûts de production élevés. Dans l'étude *Ease of Doing Business* de la Banque mondiale, l'Islande occupe actuellement **la 26ème place sur 190 pays.** Par rapport à la Suisse, qui n'est que 36ème, c'est un bon résultat. Il convient également de mentionner que les abondantes sources **d'énergie géothermique et hydroélectrique** et le climat frais de l'Islande ont attiré des investissements étrangers considérables et suscité l'intérêt d'entreprises de haute technologie qui peuvent exploiter des centres de données en Islande de manière efficace et avec une énergie verte. Ces dernières années, par exemple, l'Islande a connu un véritable engouement autour de **l'exploitation des crypto-monnaies,** dont la consommation d'électricité dépasse désormais la consommation totale d'électricité de tous les ménages islandais.

Le total des **entrées d'IDE[7] en Islande était de -31 milliards d'ISK en 2019**. Le stock total d'IDE en 2019 s'élevait à 1'015 milliards d'ISK, et est resté stable depuis 2018. Les entrées d'IDE se concentrent largement dans le secteur de l'aluminium, de la pharmaceutique et des sociétés de holding (connectées à la pharmaceutique et l'aluminium). En 2019, la plupart des investissements directs étrangers en Islande provenaient du **Luxembourg, suivi des Pays-Bas et de la Suisse**. Cette dernière a fourni des investissements d'une valeur de 187 812 millions ISK, soit une baisse de 6% par rapport à 2018. Les investissements directs venant du Luxembourg et des Pays-Bas n'ont pour leur part pas connu de grands changements entre 2018 et 2019. La part des investissements allemands a notamment augmenté de 72%, ce qui place aujourd'hui l'Allemagne au 8ème rang des principaux investisseurs, dépassant les Etats-Unis et l'Irlande.

5. Promotion commerciale, économique et touristique

5.1. Instruments de la promotion économique extérieure

Il n'y a pas de Chambre de commerce suisse en Islande. Les questions économiques qui arrivent à l'ambassade de Suisse à Oslo sont généralement transmises à *Switzerland Global Enterprise*. L'antenne *Schweiz Tourismus* au sein de l'ambassade de Suisse à Stockholm couvre également - du moins théoriquement - le marché islandais.

Les réunions des ministres du commerce de tous les États de l'AELE, qui ont lieu une fois par an, constituent un instrument important de promotion économique. La dernière réunion a eu lieu virtuellement le 27 octobre 2020.

5.2. Intérêt du pays de résidence pour la Suisse

Selon les données de l'Office fédéral de la statistique concernant l'industrie hôtelière, les établissements publics suisses ont enregistré 14'560 nuitées de clients islandais entre janvier et décembre 2019, ce qui représente une augmentation de 4.9 % par rapport aux chiffres de l'année précédente. Le nombre d'arrivées n'a en revanche pas beaucoup augmenté (+1.1%). **Les Islandais représentent environ 0,03 % des touristes en Suisse**. Ce pourcentage est resté plus ou moins stable depuis 2005. Il existe de grandes différences dans le nombre de touristes entre les différents cantons. La grande majorité des nuitées ont été enregistrées dans le canton de Zurich, suivi de Genève et du Tessin, tandis que les autres cantons n'ont pratiquement pas de touristes en provenance d'Islande. Zurich et Genève sont probablement en tête du classement en raison de la présence d'aéroports internationaux, mais aussi de par leur importance économique et politique.

En 2019, sur 1209 étudiants islandais à l'étranger, **seuls 26 étudiaient dans des universités suisses**. Une légère baisse peut être observée depuis 2017, année 'record', où 34 islandais étudiaient en suisse[8]. L'intérêt de l'Islande pour la Suisse dans le domaine de l'éducation reste donc faible. Les étudiants islandais favorisent plutôt les universités américaines, britanniques ou danoises.

[7] Central Bank of Iceland, Direct investment, 21 septembre 2020
[8] Statistics Iceland, Students abroad by country, octobre 2020

Annexe 1 - Structure de l'économie

Répartition du PIB

	2013	2019
Secteur primaire	**6.6%**	**5.0%**
Secteur manufacturier	**12.8%**	**9.7%**
Services	**80.6%**	**85.3%**
- dont services publics	**20.1%**	**21.3%**

Sources: Statistics Iceland

Répartition de l'emploi

	2013	2019
Secteur primaire	**3.53%**	**2.65%**
Secteur manufacturier	**12.14%**	**10.34%**
Services	**84.33%**	**87.01%**
- dont services publics	**28.82%**	**26.83%**

Sources: Statistics Iceland

Annexe 2 - Principales données économiques

	2018	2019 [9]	2020 [10]
PIB (mia. USD)	20.287	21.05	19.820
PIB/habitant (USD)	58’220	58’965	54’482
Croissance du PIB	3.9%	1.9%	- 7.154%
Inflation	2.68%	3.013%	2.68%
Chômage	2.74%	3.55%	7.2%
Solde budgétaire (% du PIB)	-0.95%	-0.064%	-0.052%
Compte courant (% du PIB)	3.159%	6.184%	0.025%
Dette publique totale brute (% du PIB)	37.38%	37%	51.73%
Dette publique totale nette (% du PIB)	29%	27.72%	42%

Source: International Monetary Fund – World Economic Outlook October 2020

[9] Estimations IMF
[10] Estimations IMF

Annexe 3 - Partenaires commerciaux Islande 2019

	Pays	Exportations (Mio. ISK)	Part %	Var (%)		Pays	Importations (Mio. ISK)	Part %	Var (%)
1	Pays-Bas	168428.1	26.28	-7.45	1	Norvège	91376.4	11.32	-3.89
2	Royaume-Uni	66644.7	10.40	11.70	2	Etats-Unis	68865.9	8.53	-2.30
3	Espagne	60726.8	9.47	22.27	3	Allemagne	66990.6	8.30	-7.92
4	Etats-Unis	46561.3	7.26	12.23	4	Chine	59586.8	7.38	80.95
5	France	45351.1	7.08	17.11	5	Pays-Bas	55952.0	6.93	6.19
6	Allemagne	37915.9	5.92	4.81	6	Danmark	53295.4	6.60	2.16
7	Canada	27620.3	4.31	121.73	7	Royaume-Uni	50930.7	6.31	13.71
8	Norvège	24760.0	3.86	-24.30	8	Suède	34579.7	4.28	-3.90
9	Chine	15914.1	2.48	1.74	9	Australie	24998.9	3.10	68.24
10	Danemark	14941.7	2.33	9.31	10	Pologne	24080.2	2.98	25.36
	UE	454718.1	70.94	5.15		UE	420355.1	52.08	2.84
28	**Suisse**	2130.0	2.11	-49.63	22	**Suisse**	7856.0	0.97	-0.76
	Total	640954.2	100.00	6.45			807187.7	100.00	-2.93

Source : Statistics Iceland

Annexe 4 - Commerce Bilatéral

PROVISORISCHE ERGEBNISSE		16.01.2020									
Eidgenössische Zollverwaltung EZV, Aussenhandelstatistik, 3003 Bern											
TN103: Schweizerischer Aussenhandel nach Ländern und Kapiteln											
Periode: Januar bis Dezember 2019											
Land: 141 Island											
* = Veraenderungsrate / Anteile nicht berechenbar											
** = Veraenderungsrate > 999,9 %											
Total 2: Ergebnisse inklusive Gold in Barren und anderen Edelmetallen, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie											
Total 2		Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF				Saldo in Mio. CHF	
		2018	2019	+/- %	Anteil	2018	2019	+/- %	Anteil	2018	2019
Total		31.07	26.08	-16	100	56.22	73.19	30.2	100	25.15	47.1
Jan 24	Landwirtschaftliche Produkte	17.2	16.24	-5.6	62.3	13.37	14.19	6.1	19.4	-3.82	-2.06
25 - 26	Mineralische Stoffe	0	0	-13.4	0	0	0	-60.8	0	0	0
27	Energieträger			*	*	3.44	3.09	-10	4.2	3.44	3.09
28 - 29	Chemische Grundprodukte	0.01	0.09	882.1	0.3	0.1	0.13	26.1	0.2	0.09	0.04
30	Pharmazeutische Erzeugnisse	0.52	0.09	-82.1	0.4	22.13	40.78	84.3	55.7	21.61	40.69
31 - 32	Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente	0	0.05	**	0.2	0.07	0.06	-6.3	0.1	0.06	0.01
33 - 34	Schönheitsmittel, Waschmittel	0.22	0.21	-2.3	0.8	0.45	0.48	5.8	0.7	0.24	0.27
35 - 38	Stärke, versch. chemische Erzeugniss	0.01	0.01	0.3	0	0.08	0.11	38	0.2	0.07	0.1
39 - 40	Kunststoffe, Kautschuk	0.24	0.07	-69.8	0.3	1.58	1.44	-9.1	2	1.34	1.36
41 - 43	Felle, Leder, Lederwaren	0.06	0.06	-6.2	0.2	0.08	0.14	62.6	0.2	0.02	0.08
44 - 46	Holz, Kork, Flechtwaren	0	0	-80	0	0.41	0.47	16.8	0.6	0.4	0.47
47 - 49	Papier und Papierwaren	0.02	0.04	78.5	0.1	0.13	0.1	-24.6	0.1	0.11	0.06
50 - 63	Textilien und Bekleidung	0.09	0.19	102.2	0.7	0.14	0.16	12.2	0.2	0.05	-0.03
64 - 67	Schuhe, Schirme usw.	0.01	0.03	389.3	0.1	0	0.01	**	0	0	-0.02
68 - 70	Waren aus Steinen, Keramik, Glas	0.09	0.02	-75.9	0.1	0.03	0.06	63.5	0.1	-0.05	0.03
71	Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie	0	0.01	45.9	0	0.01	0.01	-52.8	0	0.01	0
72 - 83	Unedle Metalle und Waren daraus	7.17	4.87	-32.1	18.7	0.75	0.82	9.2	1.1	-6.42	-4.05
84	Maschinen (nicht elektrisch)	0.77	0.43	-44.1	1.6	6.37	4.26	-33.2	5.8	5.6	3.83
85	Maschinen (elektrisch)	0.25	0.21	-16.5	0.8	1.93	1.88	-2.2	2.6	1.68	1.68
86 - 89	Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0.15	0.07	-52.5	0.3	0.37	0.42	14.4	0.6	0.22	0.35
90	Opt. / medizin. Instrumente	3.36	3.09	-8	11.9	1.7	2.23	31.3	3	-1.67	-0.87
91	Uhrmacherwaren	0.15	0.05	-66.5	0.2	2.67	1.79	-32.9	2.4	2.52	1.74
92	Musikinstrumente	0.01	0	-76.8	0	0.01	0.02	161.9	0	0	0.02
93	Waffen und Munitionen		0	*	0	0.01	0.02	55.2	0	0.01	0.01
94	Möbel, Bettzeug usw.	0.01	0.06	**	0.2	0.25	0.22	-11.9	0.3	0.24	0.16
95 - 96	Spielzeuge, Sportgeräte usw.	0.02	0.02	-22.7	0.1	0.13	0.33	156.6	0.4	0.1	0.31
97	Kunstgegenstände, Antiquitäten	0.72	0.18	-75.4	0.7	0.01	0	-71.8	0	-0.7	-0.17

Source : Administration fédérale des douanes, résultats provisoires, 16 janvier 2020

Annexe 5 - Principaux investisseurs en 2019

Rang	Pays	IDE 2019 (Millions ISK)	Part %	Variation (Stock)	Flux au court de l'année écoulée (Millions ISK)
1	Luxembourg	273'979	27.58%	2'333	-33'920
2	Pays-Bas	239'221	24.08%	5'176	-1'070
3	**Suisse**	187'812	18.90%	-12'165	3'465
4	Danemark	101'374	10.20%	5'493	1'522
5	Norvège	59'281	5.97%	2'016	-2'656
6	Royaume-Uni	39'978	4.02%	-1'497	-8'665
7	Suède	32'683	3.29%	2'205	-5'834
8	Allemagne	30'848	3.10%	116	5'819
9	Etats-Unis	19'657	1.98%	8'203	-2'806
10	Irlande	8'664	0.87%	-1'460	-10'587
	Total	993'497	100.00%	10'419	-54'732

Source : Central Bank Iceland, 21 Septembre 2020